

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 31 - 1 FRANC - 2-12-1971

LES POUBELLES DU RÉGIME

En 1969, le candidat Pompidou avait fait imprimer de belles affiches qui promettaient « un président pour tous les Français ». Formule tout à fait conforme à l'esprit du gaullisme qui voulait un président au-dessus des partis, et à la lettre de la Constitution qui le définissait comme un arbitre. De Gaulle avait eu les pires difficultés à agir conformément à ses propres principes. Mais en se prononçant contre la désignation d'un président de l'U.D.R. avant le congrès de cette formation, en insistant pour que l'action de ce « mouvement » soit conforme à ses propres conceptions, le chef de l'Etat a définitivement renoncé à cette fiction.

Elu, comme De Gaulle en 1965, par une fraction de l'opinion, il a besoin comme son prédécesseur d'une faction à ses ordres. Besoin vital au demeurant, car l'existence d'une majorité de fidèles au sein de l'Assemblée est la condition première de la survie du pouvoir exécutif.

Ainsi rien de fondamental n'a changé. Comme autrefois le Président du Conseil, le Président de la République anime un clan que les clans adverses cherchent à renverser — c'est la règle stupide de la démocratie — mais qui connaît aussi en son sein la brigue, l'intrigue, la lutte de sous-clans, de groupes ou d'individus qui rêvent d'éliminer d'autres groupes, sous-

clans ou individus. Ce sont ces conflits souterrains qui remontent aujourd'hui à la surface et les adversaires en présence n'hésitent plus à se jeter publiquement à la tête des paquets d'ordures et des tas de boue, de la drogue et du fric.

Ainsi va le « mouvement » gaulliste avec sa longue théorie de purs et de corrompus, de requins et de naïfs, de jeunes loups et de vieux grognards. Sous la houlette du « président de tous les Français », cet ensemble hétéroclite va s'engager dans la bataille électorale. Il s'agira alors de se serrer les coudes, afin que « l'autre » — Mitterrand, Servan-Schreiber ou Marchais — ne vienne pas ravir le pouvoir. Guerre civile sans effusion de sang, mais guerre civile tout de même, dans laquelle l'Etat interviendra de tout son poids.

Les lois moralisatrices et les renversements de majorités n'y changeront rien. C'est le régime électif qui est la source de la corruption et qui institutionnalise la guerre civile. C'est pourquoi il serait temps de substituer aux chefs de clans qui se succèdent depuis trop longtemps, un Roi qui, parce que son pouvoir ne procédera pas de l'élection, sera effectivement celui de tous les Français. Alors la nation redeviendra une amitié.

N.A.F.

LA RÉPUBLIQUE DES VENDUS

Le régime républicain a toujours mal dissimulé, depuis sa fondation, ses côtés crapuleux. On savait depuis Panama, l'affaire Stavisky, l'affaire des vins, que les mafias au pouvoir cherchaient un indispensable appui électoral et financier auprès des puissances d'argent et que le marron était la couleur préférée des hommes politiques de toutes tendances.

Mais la V^e République dépasse en la matière ses devancières de plusieurs coupées. Les événements de la dernière quinzaine sont à cet égard révélateurs. Nous avons appris successivement que les services secrets français étaient mis en cause à propos des affaires de drogues que l'U.D.R. était bien décidée à serrer les rangs, garder les places et couvrir ses nombreuses brebis galeuses en sacrifiant simplement, comme bouc émissaire, M. le Comte Rives-Henrys de la Vaysse Foncière, enfin que ce dernier, nullement décidé à se laisser faire, était prêt à mettre dans le bain pas mal de hauts personnages du régime.

DE L'AFFAIRE FOURNIER...

Les Etats-Unis ont attaqué spectaculairement notre service de renseignements, le S.D.E.C.E., en accusant le colonel Fournier d'être un maillon important de la chaîne de la drogue. La manière dont les Américains ont agi est peu sympathique. Tout se passe comme s'ils voulaient profiter de l'occasion pour torpiller notre contre-espionnage. Il est encore plus scandaleux de voir la façon dont la presse à sensation a exploité l'affaire, le souci de notre sécurité extérieure passant après celui du gros titre. Mais l'attitude de certains hommes politiques est franchement ignoble. Nous concevons parfaitement que le colonel Fournier, s'il est coupable, soit jugé et sévèrement condamné.

Nous posons deux questions : l'affaire Delouette-Fournier n'est-elle pas un règlement de comptes entre clans rivaux du gaullisme qui, après avoir détourné le S.D.E.C.E. de ses fonctions véritables pour en faire une barbouzière au service du régime, s'apprêtent à le faire éclater ? N'est-elle pas un bon prétexte pour détourner l'attention sur un officier et faire oublier qu'il existe un gang de la drogue, à Marseille notamment, jouissant d'une curieuse impunité, qu'il existe aussi et surtout d'autres scandales financiers qu'il convient de faire oublier ?

... AUX RUFFIANS DE L'U.D.R.

Ces scandales financiers ont plané sur le dernier congrès U.D.R. de Strasbourg. La majorité, face aux attaques (molles) dont elle fait l'objet à l'extérieur, face aux manœuvres (plus dangereuses) de ceux qui à l'intérieur profitent de la pour-

riture ambiante pour tenter de s'arroger une plus grande portion de l'assiette au beurre, s'est montrée hargneuse.

M. Chirac, dans son discours, a royalement concédé aux républicains indépendants quelques sièges... à conquérir sur l'opposition. (Beaucoup se demandent qui a expédié les matrices des feuilles d'impôt de MM. Chaban-Delmas et Rives-Henrys aux hebdomadaires d'opposition.) Giscard, il est vrai, n'en est pas plus ému pour cela puisqu'il a fait inculper le frère du percepteur de Chaban, lui-même conseiller fiscal spécialisé en truquage de déclarations de revenus.

M. Couve de Murville, qui évoquait les tentations et les risques de corruption entraînés par le trop long exercice du pouvoir, a eu droit à une ovation de l'Union des Jeunes pour le Progrès mais, du coup, aucun des candidats U.J.P. n'a été élu au comité central de l'U.D.R. Quant à Edgar Faure, il a été splendidement ignoré.

En revanche, Rives-Henrys a été déclaré triquard par le parti qui a entamé contre lui une procédure d'exclusion.

TOUS DES RIVES-HENRYS

Cela n'a pas été apprécié du comte véreux. Celui-ci, téléguidé par son avocat, M^e Tixier-Vignancour, omni-compétent en matière de pêche en eau trouble, a rappelé qu'il avait été couvert par Matignon, que M^e Rochenoir, le conseil de la Société, était en contact avec l'ensemble du gouvernement, que M. Taittinger, secrétaire d'Etat au Budget, avait été commissaire aux comptes de la Garantie Foncière et il a conclu en déclarant :

« Ceux qui me jettent les premières pierres feraient bien de prendre garde. »

Autrement dit, M. Rives-Henrys fait chanter la majorité en déclarant :

« Si on me lâche, je déballe tout ce que je sais sur tous les députés et ministres véreux, et ceux-ci sont nombreux. »

Comme on comprend l'inquiétude des hiérarques du régime. Imaginez que le comte Rives-Henrys, ancien délégué R.P.F. pour le Sud-Ouest, demande comment un certain Chaban-Delmas a pu faire fortune en 1971 alors que l'indemnité parlementaire (dont la majeure partie sert à arroser les grands électeurs) ne nourrit guère son homme ! Ou que le sémillant maire de Bordeaux soit sommé d'expliquer comment il conçoit l'immobilier dans sa bonne ville, notamment dans le quartier Mériadeck !

Bien entendu, Edgar Faure jubile : le bloc U.D.R., égratigné par l'affaire de la Villette et l'affaire Roulland, est maintenant bien secoué. Quel dommage que l'ex-ministre de l'Education nationale soit lui-même un peu gris ; il y a eu déjà, en 1954, une certaine affaire de fuites (n'est-ce pas M^e Tixier-Vignancour ?) Et puis le

Secrétaire général du M.S.P. est bien, sauf erreur, un certain Déchartre, secrétaire d'Etat, qui, lui aussi, est mouillé dans l'immobilier, nanti d'une belle casserole au derrière, celle du C.A.D.I.R.

Dans l'histoire, Giscard fait évidemment figure de pur et dur, le complice n° 1 de De Grailly dans l'affaire de la Villette n'ayant jamais été que le suppléant du candidat giscardien aux élections de 1968 dans le XIX^e arrondissement.

LA RÉPUBLIQUE A L'ABATTOIR !

La majorité est donc solidaire dans le scandale. Mais l'opposition ne vaut guère mieux.

Les vestales du gaullisme pur et dur style Fouchet, rêvent peut-être d'une réincarnation du grand homme en son fils Philippe, seul détenteur de la vraie croix de Lorraine. Celui-ci est hélas le père d'un Charles de Gaulle n° 2, jeune avocat stagiaire, dont le patron de stage est... M^e Soroquaire, associé de M^e Pierre Lemarchand, suspendu trois ans pour son rôle barbouzier dans l'affaire Ben Barka !

Quant au parti socialiste de Mitterrand (affaire de l'Observatoire) et du sénateur Roubert (krach de la banque Martinon) il est aussi peu qualifié que J.-J. S.-S., grand amateur de la publicité de la Garantie Foncière dans l'Express, pour jouer les redresseurs de torts.

En fait, c'est le régime démocratique fondé sur l'élection donc sur le financement des campagnes électorales par les puissances d'argent qui doit être abattu si l'on veut moraliser notre vie politique.

Arnaud FABRE.

NAF TELEX

● ELECTIONS PROFESSIONNELLES A LA R.A.T.P. : Chez les conducteurs de rames, le mécontentement engendré par l'échec de leur récente grève s'est manifesté aux dépens des centrales du système (C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.) au profit des autonomes qui gagnent 4,3 % des voix.

Dans les autres secteurs, on note une légère progression de F.O. (hostile à la grève) au détriment de la C.G.T., tandis que la C.F.D.T. maintient ses positions.

● SUITE AU RECENT CONGRES F.O. (cf. NAF n° 30) : M. Labi et le bureau de la fédéchimie ont jugé que le refus de leur « manifeste » les obligeait à démissionner de leurs fonctions. M. Labi a précisé qu'un mini-congrès de la chimie étudierait la possibilité d'une « démission collective » de F.O.

Strasbourg : La cuisine gaulliste

J'ai eu recours au Larousse pour savoir exactement ce qu'était un Congrès et j'y ai trouvé : réunion de gens qui délibèrent...

Cette définition me semble aussi banale — mais moins drôle — que les récentes assises de l'U.D.R. à Strasbourg. Moins drôle parce que des délibérations à la sauce gaulliste ne manquent pas de saveur. A la grande table des 6.000 délégués, la « faune droitiste » de la lignée gaulliste offrait un banquet de choix, un incroyable défilé de discours savamment préparés.

Mais auparavant il revenait à M. A. Bord d'accueillir les convives, ce qu'il fit avec conscience, allant même jusqu'à « saluer » les absents, les lâcheurs de longue ou fraîche date, par ces mots : « ... nous ne sommes ni des dévotionnistes, ni des révisionnistes ». M. Tomasini, secrétaire général sortant et rentrant — il devait être réélu le lendemain — lui succédait pour dresser un bilan du mouvement avant le grand combat de demain, les élections législatives de 1973 ; un combat qui réclamait toutes les énergies, une totale unité derrière le leader, entendez J. Chaban-Delmas.

LES GATE-SAUCES

Les présentations faites, on passait au salon pour consommer les apéritifs, sous forme de débats à huis clos. Tout le monde se retrouvait autour de la grande table et entamait, en guise de hors-d'œuvres, les travaux des commissions. En premier lieu, « La France et le monde - Politique étrangère et défense nationale », servi par H. Germain, député de Paris. Bilan positif, les trois objectifs fondamentaux d'une France réduite à une « certaine idée » étant respectés, à savoir, la paix, l'indépendance et la coopération. La raison de ce bilan positif ? « Parce que nous mesurons ce que nous devons à notre inspirateur, le général de Gaulle. » Venait ensuite « L'U.D.R. et la France », rapporté par J.-P. Roux, député du Vaucluse. Je vous laisse déguster : « L'U.D.R. est une aspiration nationale au service de tous et elle est soutenue dans sa philosophie comme dans son action par un mouvement populaire d'adhésion. » Forte de cet appui, l'U.D.R. doit être une « force de soutien et de propositions au président de la République ». Enfin, « Vingt ans en France » ou le bilan des réalisations. A en croire M.-J. Matteoli, secrétaire général de la Fédération du Nord, constante évolution de notre production nationale, nombreuses mesures en faveur des femmes, des personnes âgées, des jeunes, etc. Bref, beaucoup de bonnes et saines réalisations parce que « les Français savent ce qu'ils ne veulent pas ». Ainsi « nous » ne voulons ni d'un capitalisme sauvage, ni d'un socialisme imaginaire, ni d'une société bloquée. Mais par contre, « nous » voulons cette troisième voie miracle suivie par J. Chaban-Delmas, une « nouvelle société ». Point à la ligne.

Encore affamés, les 6.000 convives s'attaquaient alors aux plats de résistance qui, commencés le samedi après-midi, ne devaient s'achever que le lendemain.

LES MAÎTRES-QUEUX DU BARATIN

Tout le savoir gaulliste — celui de droite, bien sûr — s'étalait depuis celui des chefs

actuels, jusqu'à celui des anciens et même des « futurs ». M. Chirac, par exemple, présenté dans les cuisines comme un « possible... », qui rappelait le rôle directeur de l'U.D.R. au sein de la majorité et faisait l'éloge de M. Pompidou, seul rempart effectif contre le parti communiste « attendant son heure derrière l'opposition ». Puis notre « tout neuf » ministre de l'Environnement, M. Poujade, les yeux dans le vague, s'entendant déclarer : « Le gaullisme, ce sont toutes les espérances non réalisées par la gauche, celles de Gambetta, de Jaurès... » M. Couve de Murville ensuite, le « dernier premier ministre », fidèle à son personnage pour verser une larme sur l'Anniversaire, pour lancer — diplomate jusqu'au bout — un avertissement aux mauvais utilisateurs de « l'inspiration » : « N'est-ce pas De Gaulle qui, dès 1958, mettait en garde contre la tentation de se couvrir ou de se servir de son nom ?... », un avertissement également aux « faiseurs » de scandales — ce que tout le monde pensait tout bas : « ... nous devons être moralement intacts donc inattaquables » (ce qui fut dit sans humour mais avec intention...). A remarquer que le plat Couve de Murville a été très apprécié par les jeunes gaullistes de l'U.J.P. On entendit à peine la fausse note de M. Conte, député des Pyrénées-Orientales, un peu trop réaliste pour déclarer : « Notre politique vis-à-vis du P.C.F. a atteint la limite de la prudence. Le parti communiste s'est installé comme un Etat dans un Etat. » Sans doute à cause de son successeur, le très honnête Michel Debré, dont malheureusement je n'ai retenu du discours que cette perle succulente il est vrai : « La vertu au service de l'Etat est une valeur gaulliste. » Sans commentaires.

La place et le souffle me manquent pour continuer l'énumération. A quoi bon, d'ail-

leurs. Outre l'intervention de M. Sanguinetti essayant de relancer vainement le débat sur un président de l'U.D.R. — débat que M. Pompidou avait pris soin d'enterrer avant Strasbourg, en déclarant : « L'U.D.R. ne doit pas être un parti comme les autres » — il convient de noter la deuxième fausse note de ce festin, beaucoup moins « pardonnable » quant à son origine. Ce fut celle du président de l'U.J.P. (Union des Jeunes pour le Progrès). Un arrière-goût un peu amer pour les vieux dont il a repoussé les leçons de morale, pour... leur en faire, à eux les anciens : « La participation ? C'est chez nous qu'il faut commencer à l'appliquer. Je ne suis pas sûr que ces assises en soient le meilleur exemple... Nous ne voulons plus être seulement des colleurs d'affiches. » Il concluait par le besoin des jeunes gaullistes d'être autonomes, fidèles seulement à Georges Pompidou.

Toute bonne chose ayant une fin, le dessert, en la personne de Chaban-Delmas, fut servi : traditionnel envoi pour le rôle novateur de l'U.D.R., ce « Grand Rassemblement des Français » (peut-être pour rappeler un vieux plat bien de chez nous, peut-être aussi pour... demain), fidélité et union derrière de la président de la cinquième République, pour conclure : « Nous pouvons être assurés que c'est bien dans nos réunions, nos discussions, nos propositions et nos projets que s'élabore la France de demain. »

Aux convives de Strasbourg, qui sont repartis repus de beaux discours et gavés d'inconditionnalité, la Nouvelle Action Française offre, en guise de digestif, cette célèbre expression de leur « inspirateur » — ô cruelle ironie — Charles de Gaulle : « Tous des veaux ».

Claude RICHARD.

A ARMES ÉGALES :

Le plus mauvais des systèmes

A ma gauche, Alain Savary, 53 ans, cheveux blancs, front dégarni, sourire pincé. Conseiller technique dans une entreprise nationalisée, membre du Comité directeur du Parti Socialiste, il a, le premier, demandé des négociations avec Ho-Chi-Minh, puis des élections libres en Algérie. Un spécialiste. A ma droite, Alain Griotteray, 49 ans, cheveux bruns, front dégarni, sourire étudié et faussement naïf. P.D.G. de *Tornado*, ancien coordinateur du S.D.E.C.E. et de la D.S.T., actuellement député d'Alfortville et membre du bureau politique des Républicains Indépendants, il ne prononce jamais plus de trois mots sans fustiger les communistes. Lui aussi, un spécialiste.

Voilà. Celui-ci porte un costume « jeune cadre » (!), celui-là un complet sombre, chic, établi.

C'est parti. Sujet : *La politique et l'argent*. Tout un programme ! Et pourtant...

MINABLE

Et pourtant, rien ne subsistera d'un débat où « oui, mais » et « non, cependant » se sont bousculés ; qu'une inépuisable sensation de médiocrité. On attendait des vérités. On eut des clichés. On espérait un combat, ce fut une obséquieuse palabre. « *La droite est riche et nous sommes pauvres* », dit l'un. « *Les Républicains Indépendants n'ont pas un sou, alors que le Parti Communiste est le parti le plus riche de France* », dit l'autre. « *Il y a des brebis galeuses partout* », dit l'un. « *La société démocratique est faite de vices et de vertus qui s'affrontent, et c'est peut-être cela que l'on appelle la liberté* », pensent-ils tous les deux. Et de tomber d'accord pour proposer un « *contrôle et une limitation* » des ressources électorales des partis, en sachant parfaitement que cela ne se fera jamais. Minable.

(Suite page 4.)

LE MILITAIRE MASSU SE MET A TABLE ⁽¹⁾

Tout comme Yacef Saadi. Après la « Ba taille d'Alger » vue par le tueur, voici celle d'un tortionnaire-chef en retard d'un mètre : le cinéma nous offre déjà la trogne de Saadi, pas encore celle de Massu ; l'avance de Saadi est irréductible : il appartient au camp vainqueur ; Massu a fait dix ans carrière dans l'armée en déroute.

Donc Massu avoue : il a été tortionnaire. Il s'en fait gloire. Il a torturé, et de surcroît, *pour rien* : il nous expliquera comment dans sa prochaine composition sur

l'appel à De Gaulle. Si je lui prête une âme (chrétien, j'y suis obligé et je m'en désole), c'est aussitôt pour constater qu'il l'a perdue, pour rien, et qu'il ne le sait même pas.

Ses révélations sont limitées, tardives, inutiles. La France, en Algérie, n'avait pas eu la *force* de vaincre, dans une guerre révolutionnaire, sans recourir aux méthodes, mal digérées, de l'adversaire. La torture ? On savait : la presse « catholique » — et — communiste s'était chargée de diffuser l'information. Massu, qui commençait seulement de torturer, savait déjà que les informations de la presse étaient *préfabriquées* par le F.L.N. La démonstration en eut été utile, pendant la guerre, si elle avait permis de condamner au silence ceux des Français qui ont perverti leur charité et négligent leur *prochain* pour des embrassades plus exotiques.

Massu s'est tu. Il ne pouvait tout de même pas dire alors que Germaine Tillon, agent fel à Paris, trouvait chez De Gaulle une sympathie complaisante (pages 240-241). De Gaulle mort, Massu peut. Massu, homme de discipline, a rongé son frein sept ans pour ne répondre à Yacef Saadi qu'une fois libéré des contraintes du commandement — qui en 1957 ne l'*obligeaient* pas à publier les preuves de la trahison des milieux politiques (et gaullistes).

Massu raconte « ses » tortures, couvertes depuis par une amnistie. Car s'il torturait sur ordre, il torturait en dépit des lois. L'amnistie couvre-t-elle l'apologie de la torture en 1971 ?

UN IMBÉCILE...

Ceci dit, l'occasion étant fournie, traitons le sujet au fond, pour l'honneur d'une armée qui doit renaître (les progressistes n'applaudiront pas), dans l'intérêt de la France et pour l'honneur des hommes (les conformistes ne seront pas contents). Je dis d'emblée que j'ai été — et demeure — solidaire de tous les actes de l'armée en Algérie jusqu'en 1961, torture comprise. Soldats, et hommes responsables, nous ne pouvions qu'aller jusqu'au bout ou briser nos épées. Les officiers de l'O.A.S. les ont brisées pour la France et pour l'Algérie, non à cause de la torture ou de lois de la guerre qui n'étaient plus respectées. Je sais une unité où les jeunes officiers qui arrivaient recevaient un sinistre baptême : à leur première sortie, le commandant d'unité leur imposait, pour leur première balle en campagne, un prisonnier à abattre. J'ai refusé cette initiation et les officiers qui vinrent ensuite n'apprirent plus le métier de bourreau. Mais je suis solidaire de cette unité, des exécutions dont elle s'était chargée.

Les progressistes, ni Massu, ne peuvent comprendre. Ils ont en partage une même sensiblerie. Les premiers — quand ils n'attaquent pas l'armée sur un ordre de parti — sont mus par leur propre frémissement de peur, en sympathie avec celui de ceux qu'ils disent *défendre* ; Massu,

cœur sensible, nous émeut avec des photos atroces d'enfants mutilés. Les massacres ignobles ont fait de quelques Algériens des chiens. On abat les chiens. On ne torture pas même un chien.

Massu a la conscience sereine : la gégène ? pas dangereux ! Il l'a expérimentée sur lui-même. Ce n'est pas sérieux ou c'est trop imbécile. Les musulmans torturés par Massu — puis les européens torturés par Debrosse — n'étaient pas maîtres de l'expérience, de son déclenchement, de son intensité, de sa durée. Ils ne se passaient pas à la gégène pour voir. La différence n'est pas évidente à l'élève-policier Massu.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de violence physique mais de torture : autre nuance — radicale — que ne peut appréhender le cerveau Massu, mais qui fait tout le problème. La torture s'accompagne de violence physique ou s'en passe : certaines pressions morales dont les flics sont coutumiers peuvent y suffire ; elle est inadmissible parce qu'elle vise à contraindre un homme à une conduite dont il se sent toujours responsable, mais qui ne serait pas la sienne s'il était libre. Ici commence l'esclavage ; les moyens employés peuvent, *accessoirement*, ajouter à l'ignoble de la torture, ils n'en changent pas la nature. Entre le tortionnaire Massu et les tortionnaires des procès communistes, la différence n'est que mauvaise littérature ; Massu ne serait moins coupable que si, torturant, il pouvait rester maître du seuil au-delà duquel la torture, non seulement avilit l'homme par un esclavage instantané, mais finit par modifier sa personnalité. La maîtrise du seuil n'appartenait pas plus à Massu qu'à d'autres policiers.

La torture ne sera jamais un droit. Mais n'est-elle pas, exceptionnellement, un *devoir* ? Si, par exemple, d'un renseignement extorqué dépendait la vie d'autres hommes ? Au niveau des principes, la réponse morale est catégorique : aucune vie humaine, aucune violence que des innocents subiraient, n'autorise la violence contre la personne même d'un criminel reconnu ; en ce sens les progressistes ont raison, dans leurs fauteuils, là où les principes peuvent rester au niveau de la théorie pure. Mais tout homme chargé d'autres hommes est non moins impérieusement responsable des crimes qu'il permettrait. A ce point du débat, aucune réponse de principe ne peut être donnée : dans un conflit de devoirs, il ne peut qu'appartenir à chacun — « en son âme et conscience » — de prendre ses responsabilités. Cette seule réponse possible fut parfois donnée par des officiers-instructeurs (parachutistes) à des officiers-élèves qui s'en inquiétaient avant de partir en Algérie ; il n'y avait pas, dans les troupes aéroportées, que des Massu...

... DOUBLÉ D'UN GRIBOUILLE

Massu, à la torture, a ajouté le *scandale* de l'avoir organisée et commandée ; non content de cela, il veut ramener à sa *capacité de compréhension*, le comportement

A armes égales (suite)

CHOSSES OUBLIÉES

On a aussi beaucoup parlé des députés et des promoteurs immobiliers. Louable intention, en vérité. Mais à quoi sert de moraliser, d'excuser les premiers et d'accuser les seconds, si l'on omet de poser les vraies questions ? A quoi sert de parler des députés, si l'on n'explique pas quels intérêts économiques, quelles pressions financières se cachent au parlement ? A quoi sert de déplorer la collusion entre un système et l'argent, si l'on ne remet pas en cause ce système ? Le fric : non. La république : oui. Mais la république, c'est le fric. Les scandales : non. La démocratie : oui. Mais la démocratie, ce sont les scandales. De toutes petites choses oubliées.

Bien entendu, les deux Alain, celui de gauche et celui de droite, ont, d'un commun accord, pudiquement défendu le régime qui les nourrit. Ainsi ont-ils fustigé les groupes de pression en se gardant bien de préciser que le jeu des partis, le régime électif, bref les structures démocratiques, les créent et les entretiennent. L'Etat-souteneur, l'Etat-patron, l'Etat-banquier, on n'en parla pas vraiment. Et même se fâcha-t-on lorsque le débateur de la « Ligne communiste » se permit d'attaquer le système de front. Sacrilège ! La décence veut que l'on professe de grands principes, mais à l'exclusion de toute critique contre le régime. Il faut bien vivre. Et, après tout, l'auto-censure évite du travail à l'O.R.T.F.

Ceci dit, on peut retenir des propos de M. Griotteray une excellente vérité d'évidence : « *Quand le pouvoir est ferme, les groupes de pression, ce n'est pas très inquiétant.* »

Certes, mais qu'entend M. Griotteray par « *pouvoir ferme* » ? La république de Panama ? celle de Stavisky ? celle des piastres ? celle de la Garantie Foncière ? Non ?

Alors quoi ? Il serait intéressant qu'à l'issue d'une prochaine émission, M. Griotteray le précise, lui que l'on dit souvent plus « *indépendant* » que « *républicain* ». Cela lui permettrait de répéter que la « *Démocratie est le plus mauvais des systèmes* », en omettant, cette fois, d'ajouter, avec Churchill... « *à l'exception de tous les autres* ».

Patrice BERTIN.

des meilleurs de ses officiers : « ... le climat ainsi créé n'est pas sans surprendre les jeunes cadres... plongés dans une forme d'action qui a pu répugner à certains d'entre eux. Que d'aucuns de ces jeunes aient estimé y avoir perdu leur âme et tenté de justifier ainsi leur participation à la rébellion de 1961, ne doit pas étonner outre mesure, quoique aucun ancien, interrogé par mes soins, ne l'ait admis » (sic).

« Toutefois, on ne doit pas oublier que se sont « perdus » certains soldats d'élite, uniquement parce que le pays a bousculé leur conscience en leur imposant cette action policière qui leur a fait découvrir le double jeu mené par certains personnages proches du gouvernement... »

Oui, nous étions « enragés » de la France et de l'Algérie : au point de continuer à appartenir à une armée dont nous n'étions pas toujours très fiers ; que nous ayons tout accepté témoigne de notre « rage » mais n'en est pas la cause : les désordres auxquels nous avons été conduits — quelques-uns à vos ordres, Monsieur le Général — nous faisaient un devoir supplémentaire de nous battre pour l'Algérie française ; nous avions besoin de la victoire ; non pour nous placer dans la carrière : Massu — il en est grotesque — émaille son livre de félicitations aux petits copains qui, comme lui, ont, cependant, atteint des sommets galonnés ; mais pour refaire l'Algérie, l'avenir seul nous permettant de racheter les fautes commises, notre honneur d'hommes ne nous permettait plus de reculer vers quelque garnison de l'Est.

Pourtant, nous n'allions pas porter le même poids de fautes, vous Massu, et nous dans l'Armée secrète. Vous, militaire en carrière dans le clan gaulliste, vous êtes en outre comptable, comme initiateur et complice obstiné, des violences et des tortures qui vont suivre, en 1961-1962, et au-delà ; Vous avez été de la colonne du général Leclerc (qui vous bafouait autant que le fera votre maître suivant, c'est une vocation, Massu !) (2), mais vous n'en étiez pas plus que, par exemple, le colonel Savelli qui s'illustrera à la prison de Toul, si proche de votre quartier général en retraite ; vous alliez être de la garde prétorienne, celle de Katz et d'Ailleret, celle qui perdrait l'Algérie, celle qui abattait au canon les fillettes sur les balcons d'Oran, cette « armée » qui fournissait à De Gaulle ses pelotons de soldats pour assassiner Dovecar et Degueldre (du 1^{er} R.E.P., votre meilleur régiment à la 10^e D.P.), cette « armée » aux frontières imprécises, du S.D.E.C.E. aux barbouzes de Sanguinetti et Foccard, en passant par la Sûreté militaire.

Cependant, Massu-Pilate, s'effaçait devant l'homme providentiel de son clan : « Il ne suffit pas de prendre le pouvoir, il faut être en mesure de l'exercer ; c'est beaucoup plus difficile. Mais l'expérience prouve que De Gaulle est le seul à avoir fait une majorité assez large pour pouvoir agir... Je ne possède pas sa culture, son sens politique, ses dons oratoires... Nous autres, nous n'avons fait que la guerre... »

Massu gribouille sauve Alger des massacres, puis offre l'Algérie à De Gaulle pour un massacre généralisé.

CHILI: LA SOCIAL-PAGAILLE A L'ŒUVRE

En France, les partis et syndicats d'une certaine gauche ont fini par dénicher leur cheval de Troie dans l'hémisphère austral. C'est M. Mitterrand qui l'a dit au retour de son pèlerinage au Chili, « le seul pays au monde où la synthèse entre réformes de structures et respect des libertés publiques a été réussie ».

Sekou Touré, Fidel Castro, Dubcek, tous ces messieurs finissaient par s'essouffler à force de courir après un « modèle du socialisme » qui se dérobaient. Heureusement, l'homme providentiel est arrivé encore cette fois. Il s'agit de Salvador Allende, intellectuel marxisant, personnage rassurant (ne collectionne-t-il pas les jades précieux), tout à fait Léon Blum lorsqu'il sourit.

UNE COALITION DANGEREUSE

La démagogie a du bon, mais le gouvernement d'Unité Populaire Anesthésiste de M. Allende sait bien que c'est un remède qui cautérise les plaies sans les cicatriser. Le socialiste Allende a dû constituer un gouvernement hétéroclite et fourre-tout, dont le survivance tient uniquement à un légalisme traditionnel au Chili, où les radicaux réformistes côtoient les révolutionnaires collectivistes (en minorité, il est vrai). Le Parti Socialiste, le P.C. chilien orthodoxe, plus « moscoutaire » que dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, et une large fraction de la démocratie chrétienne, sont les éléments les plus solides de ce Front Populaire. Aux élections présidentielles de 1970, qui l'ont porté au pouvoir, Allende n'a obtenu qu'une majorité relative avec 38 % des voix. Il a dû, pour accéder à la dignité suprême, pactiser avec une démocratie chrétienne qui lui a promis son soutien inconditionnel et l'a intronisé à la condition expresse qu'il donne des garanties constitutionnelles. Ce qu'Allende a fait, se condamnant du même coup à s'enfoncer dans ses propres contradictions et à recevoir un droit de contrôle permanent d'une démocratie chrétienne envahissante, mais indispensable pour le maintien de la coalition.

Un vaste mouvement politique est en train de s'opérer à l'insu d'Allende. Une démocratie chrétienne — des éléments non ralliés — tend à se reconstituer dans l'opposition. Elle a enlevé en un an la députation de Valparaíso, ainsi que la présidence de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Quant au mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), il n'est pas dupe. Il a compris que tout était à recommencer, qu'Allende, prisonnier dans sa présidence et dans ses principes de réformiste impénitent, serait désormais incapable de faire la Révolution. Le M.I.R. occupe les grandes propriétés agricoles, épargnées par une réforme agraire qu'il juge timide, soutient les Indiens Mapuches, éternels parias de la République chilienne ; il part à la conquête de l'Université, à partir de son fief de Concepcion.

Résultante directe d'une situation politique incertaine, la situation économique n'est guère plus réjouissante : l'Agriculture connaît des baisses de production très sensibles, importations en grande quantité de biens de consommation, la nationalisation trop brutale du cuivre — mesure excellente en elle-même face à un capitalisme U.S. léonin — a entraîné une désorganisation et une stagnation dans la production du cuivre, richesse nationale (le Chili est le deuxième producteur mondial). Le climat social est insalubre : les travailleurs revendiquent et réclament des augmentations de salaires, victimes d'une inflation débridée.

Une démystification s'impose, il faut dénoncer le gouvernement de S. Allende, qui s'enfonce dans une social-démocratie débile, réformiste et stérile, cul-de-sac ne remettant absolument pas en cause les rapports de force arbitraires existants. Les structures politiques, économiques et sociales, restent à définir dans cette partie du monde. Nous reviendrons prochainement sur les pays latino-américains, véritable laboratoire d'expériences politiques.

Philippe VERGNE.

UN GÉNÉRAL A RAYER DES ANNALES DE L'ARMÉE

Alors commence une autre histoire, Massu bat en retraite. Les meilleurs de ses officiers (il ne peut pas ne pas les citer à chaque page), avec le même commandant en chef, Salan, s'enfoncent dans la clandestinité, antichambre de l'exil, de la prison et de la mort. Sans doute ne parviendrons-nous pas, seuls, à mains nues, et si tard, à trouver une réponse française — immédiatement efficace mais digne des hommes — à la guerre révolutionnaire. Mais ceux des officiers qui avaient torturé et qui ont rejoint l'Armée secrète, ont fait une preuve que Massu ne fera jamais : ils n'ont pas joué à la gégène, ils s'y sont réellement exposés ; nous avons épousé le sort de nos adversaires : un sort de bêtes traquées, mais

qui se battent sans position de repli. Et nos armes de spadassins ont fait trembler vos nouveaux compagnons, enfermés dans leurs casernes et dans leurs chars.

Un jour, quand nous aurons une armée, elle s'instruira des leçons d'Argoud ou de Salan. Un général d'armée en cavale et sans quartier général, c'est une leçon d'importance pour une jeune armée. Ses promotions porteront peut-être le nom de Bastien-Thiry et de Degueldre, mais certainement pas ceux de vos nouveaux compagnons, Massu : Debrosse, Ailleret, Katz !

Nicolas KAYANAKIS.

(1) Jacques Massu : *La vraie bataille d'Alger*, Plon.

(2) Paul de Langlade : *En suivant Leclerc*, Au Fil d'Ariane.

Les films de la semaine

En tournant *La Décade Prodigieuse*, Claude Chabrol vient de réaliser un projet qu'il caressait depuis longtemps. Tiré d'un roman d'Ellery Queen, ce film reconstitue, avec un réalisme qui confine au fantastique, l'atmosphère oppressante et envoûtante chère aux auteurs de romans policiers des années trente. C'est Agatha Christie, Valentin Williams et Edgar Wallace, les premiers numéros du *Masque*, le monde clos des « Dix Petits Nègres ». Comme un piège le cercle magique de la destinée se referme inexorablement sur ces victimes, même les mieux armées. La logique sera-t-elle vaincue par la volonté de destruction et de domination ? Leur opposition est le fil conducteur qui aidera à percer le mystère tandis que pèse sur chaque image l'étrangeté des personnages et des lieux. Fidèle à l'esprit anglo-saxon, Claude Chabrol a confié à Orson Welles et Anthony Perkins, deux des rôles principaux. A leur contact, Marlène Jobert renouvelle heureusement son jeu et Michel Piccoli devient le « témoin » parfait. Un film que ne renierait certainement pas Alfred Hitchcock.

Dans un style très différent mais tout aussi « prenant », *Le Bonheur dans vingt ans* d'Arthur Knobler, revêt très vite la forme d'un sévère réquisitoire contre la dureté du communisme. Film de montage, uniquement composé de documents authentiques, ce dossier vivant sur l'histoire de la Tchécoslovaquie depuis la dernière guerre a été réuni avec un soin minutieux. Les faits tombent avec une rigueur remarquable et « parlent d'eux-mêmes ». Nul besoin d'enrober la vérité est suffisamment bouleversante. Il faut seulement déplorer le changement de ton final et regretter qu'un commentaire objectif devienne brusquement un plaidoyer pro-démocratique. Malgré tout, la valeur du document demeure, rehaussée par l'admirable voix de Michel Bouquet.

Dominique PAOLI.

REFAIRE MAURRAS OU REFAIRE L'ENQUÊTE

Un ami à qui nous expliquions l'analogie entre notre situation et celle de l'A.F. en 1907, à la veille de la création du quotidien, me demanda ironiquement : « Et qui est votre Maurras ? »

La question est importante et irritante à la fois.

Irritante car elle témoigne de cette « idéologisation » de la pensée d'A.F. qui doit faire retourner nos maîtres dans leurs tombes. Mais importante aussi car elle pose le problème de notre « direction intellectuelle » et de nos rapports avec le monde dit intelligent de notre époque.

Qui est notre Maurras ? J'ai d'abord répondu que nous serions bien empêchés d'avoir un Maurras pour une question de générations : la moyenne d'âge de la N.A.F. tourne autour de 25 ans et les créateurs de l'A.F. étaient des jeunes hommes de 30 à 40 ans qui disposaient d'une plume, d'une expérience, de diplômes ou d'un talent déjà reconnus par « l'environnement » ; tandis que l'isolement systématique qui a été imposé à une élite depuis vingt ans ainsi que les exclusives lancées en notre sein même dès qu'un talent un peu trop affirmé poignait à l'horizon, ont interdit objectivement qu'une direction intellectuelle incontestée s'impose à l'A.F.

Mais le problème est plus profond. Peut-on découvrir ou « avoir » un « autre Maurras » ? Ma seconde réponse a été qu'un seul Maurras nous suffit.

Pour l'expérience du passé, il nous laisse son enseignement. Pour ce qu'il n'a pu voir, il nous laisse sa méthode, tant il est prouvé qu'elle est incomparable dans son domaine qui est la science politique (institution, histoire, sociologie).

Mais le deuxième problème, moins important quant au fond, mais primordial dans le domaine stratégique, est celui de nos rapports avec le monde intellectuel.

Tout d'abord, le talent de notre « *aura* » est largement comparable à celui de nos démocrates ou progressistes. La question que nous devons nous poser est la suivante : pourquoi les Antoine Blondin, K. Haedens, Roger Nimier, René Fallet, Jean Cau, Jacques Laurent, Michel Déon, Jean Anouilh, Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier, Pierre Boutang, à « droite », Maurice Clavel, Marc Valle, Edgar Morin, voire Crozier ou Touraine à « gauche », sont toujours apparus comme des « isolés » alors que leur tribune naturelle était chez nous ?

N'est-ce pas parce que leurs désaccords avec nous sur tel ou tel point nous les avaient fait cataloguer comme « suspects » et « dangereux » ? Un tel raisonnement n'est guère maurrassien. L'homme d'A.F. doit joindre à une intransigeance totale sur les principes une volonté d'analyser sans « à priori » les recherches de « l'intelligentsia » contemporaine encore libre d'esprit, de déceler les thèmes sur lesquels elle est amenée à conclure comme nous, de l'amener à se rallier enfin aux compromis nationaliste et monarchiste. Une enquête maurrassienne auprès des hommes qui la composent est à refaire.

Ouvrons nos colonnes à l'« intelligence » moderne, qu'elle pense exactement comme nous, qu'elle diverge en quelques points ou même totalement ; quitte à discuter nos différends. Alors, nous aurons des surprises agréables : beaucoup qui n'osaient pas s'avouer monarchistes le deviendront et nous bénéficierons du « snobisme » qui est une des composantes des « Elites » modernes et avec lequel nous devons au minimum compter et dont nous devons au maximum nous servir.

B. LEDUC.

LA RÉPUBLIQUE

SALLE DU CHEZY

4, rue de Chézy

Le MARDI 7 DECEMBRE

A 21 HEURES (Métro : Sablons)

avec G.-P. WAGNER
A.-Fabre de RIEUNEGRE
B. RENOUVIN

TUE

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

ORLÉANS

Conférence d'Arnaud Fabre de Rieu-nègre, rédacteur en chef de la *Nouvelle Action Française*, et Patrice Bertin : « La Nouvelle Action Française, tradition et progrès ».
Le 15 décembre, salle Hardouineau, mairie d'Orléans, à 21 heures.

AIX-EN-PROVENCE

Cercle lycéens : tous les vendredis de 16 heures à 18 heures, chez Olivier Girard, 26, rue Venel, 13 - Aix.
Etudiants : tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Daurin, rue Papassandi, 13 - Aix.

TOULON

Jeudi 2 décembre, conférence de Gérard Leclerc et Francis Bertin : « La N.A.F., tradition et progrès ». Café Maillol (sur le port), à 17 heures.

BORDEAUX

Jeudi de 17 h 30 à 18 h 30 (permanence), et de 21 heures à 22 h 30 (cercle), Café Français, place Pey-Berland.
Pour tous renseignements, écrire à J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux (or).

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Reprise des activités, prendre contact pour les permanences avec J.-P. Helluy, 34, rue Porte-de-Boulogne, 08 - Charleville-Mézières.

CHARENTE

Vendredi 10 décembre, conférence de Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ». Salle Philharmonique, place de la Gendarmerie à Angoulême, à 21 heures.
Pour toute correspondance : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Nouvelle.

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

92 - SUD

(Bourg-la-Reine - Sceaux - Antony)
Etudiants et lycéens, cercle le jeudi 18 heures et permanence à 19 heures, au café Concorde (5 minutes de la gare à Bourg-la-Reine).

HAUTE-VIENNE

Permanence tous les mardis de 16 à 19 heures, au nouveau local : « Centre Turgot », 43, cours Bugraud, 87 - Limoges.

LIMOGES

Le 19 décembre, Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ».

REIMS

Le 7 décembre, 19 boulevard Henri-Varnier : « Analyses d'Action Française. Proposition pour un nouveau régime », par Gérard Leclerc et Marc-Henri-Perrin.

RENNES

Permanence étudiants tous les jeudis à 16 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (sous le porche).
20 heures, au café « Le Petit Duc », 142, La Canebière, Marseille (1^{re}).

EN BRETAGNE

DU 13 AU 19 DÉCEMBRE

M^e Georges-Paul Wagner, président du Comité Directeur de l'Action Française, parlera à :

- ◆ RENNES, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), le jeudi 16 décembre à 20 h 45.
Gérard Leclerc, directeur politique de la "N.A.F.", parlera à :
- ◆ SAINT-BRIEUC, mardi 14 décembre à 20 h 30, salle n° 2, caserne Charnes, boulevard Charnes.
- ◆ BREST, mercredi 15 décembre à 20 h 30, Hôtel des Voyageurs, boulevard Georges-Clemenceau.
- ◆ LORIENT, vendredi 17 décembre à 20 h 30, Hôtel Beauséjour, 2, place d'Alsace-Lorraine.
- ◆ VANNES, samedi 18 décembre à 20 h 30, au "Concorde", 15, rue Thiers.
Arnaud Fabre, rédacteur en chef de la "N.A.F.", parlera à :
- ◆ NANTES, jeudi 16 décembre à 20 h 30, sur « L'A.F. face au problème breton » (le lieu sera précisé dans le prochain numéro).

SERVICE LIBRAIRIE

J. PAUGAM

L'Age d'or du Maurrassisme, éd. Denoël.

Prix : 35 F - Franco : 39 F.

J.-N. MARQUE

Léon Daudet, éd. Fayard.

Prix : 40 F - Franco : 44 F.

Brochure Pays Réel, Pays Légal

Ed. N.A.F.

— 1 ex., prix 2,50 F - Franco, 3 F.

— 10 ex., prix : 20 F - Franco : 22 F.

Cartes de Vœux

Ed. N.A.F.

— 1 ex. : 1,50 F - Franco : 2 F.

— 10 ex. : 10 F - Franco : 12 F.

— 50 ex. : 48 F - Franco : 51 F.

Commande à nos bureaux.

C.C.P. N.A.F. 642-31.

Catalogue sur commande.

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis à partir de 21 heures, au café « La Mando-line », 2, avenue Secrétan (métro : Jean-Jaurès).

RENNES

16 décembre : conférence de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'A.F. « La Nouvelle Action Française : Tradition et Progrès. »

TOURS

Ecrire tous renseignements à :
N.A.F. - B.P. 49
37 - Tours - Rives du Cher

La Bretagne malade de la République

Un ami de Bretagne nous annonce la parution d'un livre qui s'adresse aussi bien aux royalistes qu'aux membres du mouvement breton. Sous ce titre « La Bretagne malade de la République » M.-J. de Roince vient de publier un livre dans lequel il pose la question : La république peut-elle décentraliser ?

A cette question il répond en rappelant tout le mal que la république a fait à la Bretagne et en prouvant que seule la monarchie peut décentraliser.

Cet ouvrage s'adresse non seulement aux Bretons mais aussi à tous ceux qui, en province, souffrent de la centralisation républicaine. Il apporte aux régionalistes la solution qu'ils recherchent et cette solution c'est celle que préconisait Charles Maurras.

Nos amis voudront lire ce livre et surtout le faire lire.

Envoi du volume contre mandat de 12,50 F adressé à J. de Roince, 50, avenue du Mail, 35 - Rennes, C.C.P. 769-95 Rennes.

Cet ouvrage, extrêmement utile, ne doit être qu'un début dans notre propagande en Bretagne sur le sujet privilégié de la régionalisation. Nous demandons à tous nos militants désireux de nous aider à préparer notre campagne du deuxième trimestre pour la renaissance des libertés régionales bretonnes, de se mettre au plus vite en rapport avec le groupe « Vie locale ».

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

UN BILAN DE FAILLITE DE L'ÉTAT RÉPUBLICAIN

En entendant l'autre soir, devant les responsables de la Région parisienne, M. Pompidou déplorer le manque d'urbanité des Parisiens — qualité propre pourtant aux citadins — on ne pouvait s'empêcher d'un certain sourire. Au dehors, un embouteillage monstre, sous la pluie de six heures du soir, et un tintamarre de klaxons furieux comme à toutes les occasions de visites officielles. C'était le X^e Anniversaire du District de la Région Parisienne. Le Président de la République avait effectué une tournée des sept nouvelles préfectures en hélicoptère et en voiture pour conclure que si tout n'était pas pour le mieux dans le meilleur des mondes — somme toute cela pourrait aller plus mal : selon lui, le niveau de l'emploi et sa répartition ne sont pas mauvais, on construit beaucoup de logements, un seul point noir, peut-être : les transports...

Cependant, le rapide usage du R.E.R. n'a pas permis d'évidence à M. Pompidou et à sa suite de remarquer ce graffiti vulgaire et certes dépourvu d'urbanité qui fleurit sur les murs du métro : « Métro, boulot - dodo ». Voilà néanmoins un excellent résumé de la situation.

LES POSTULATS DU SCHÉMA DIRECTEUR

Sans doute en matière d'urbanisme plus qu'ailleurs une planification certaine s'impose-t-elle. Un siècle d'anarchie dans les constructions d'immeubles et les implantations industrielles a vu s'étendre cet immense désert laid, triste et incommode, fait de « zones pavillonnaires » et de « grands ensembles » pour l'essentiel que l'on nomme la banlieue. Le maintien de la montée de la province à Paris, la poursuite de l'exode rural rendaient indispensable un vaste plan d'aménagement de cette région urbaine où la circulation devenait impossible et où la délinquance paraissait aux jeunes le seul exutoire au climat de morosité ambiant. Sous l'impulsion de Paul Delouvrier, un schéma directeur fut donc entrepris, un effort administratif engagé et de grands travaux lancés et parfois menés à bien.

Mais dès le départ, le schéma directeur était voué à l'échec parce qu'atteint de deux vices fondamentaux inhérents à la centralisation de l'Etat républicain : alors que Paris et sa banlieue sont déjà engorgés et constituent un profond facteur de déséquilibre de l'ensemble national, il est admis comme une certitude souhaitable que la Région Parisienne comprendra dès avant l'horizon de l'an 2000 plus de 14 millions d'habitants qu'il faudra employer, loger, transporter. En outre, le découpage arbitraire et artificiel de la France en 21 régions économiques enferme l'ensemble parisien dans un « corset » par trop étroit.

Les rares espaces interstitiels non bâtis du District sont condamnés, qu'on le veuille ou non, à devenir de nouvelles banlieues, dès lors que l'on prévoit la construction de

cinq villes nouvelles de plusieurs centaines de milliers d'habitants chacune...

Que dire en outre d'une politique d'urbanisme purement volontariste qui décide de faire surgir du néant une grande agglomération là où il n'y avait rien, sans compter que l'Administration régionale — constamment soumise aux interventions, tutelles et dérogations ministérielles et gouvernementales — est dépourvue de moyens de résistance efficaces face aux puissants groupes de pression électoraux et financiers qui lancent leurs multiples opérations hors plan. En saine réalité, l'aménagement aurait dû être conçu à l'échelle du Bassin parisien afin d'aboutir à un « desserrement » effectif de Paris. Les villes nouvelles construites autour des villes de la couronne parisienne (Amiens, Reims, Chartres, Tours, Orléans, Troyes) renforçant ainsi des pays affaiblis par Paris et libérant la banlieue asphyxiée. On objectera que le maintien d'un contact permanent avec Paris est nécessaire dans les cadres administratifs et économiques actuels. Mais les moyens de transport modernes (aérotrain, etc.) ne permettent-ils pas de relier Paris à Orléans en moins de temps qu'il n'en faut pour aller de la Porte de Saint-Cloud à l'Opéra par exemple ? L'argument du coût de tels moyens de transport n'est pas sérieux : les villes du Bassin n'ont-elles pas un terrain environnant disponible à des prix bien inférieurs à ceux de la banlieue parisienne, sans compter le gaspillage de temps et de santé pour les habitants présents et futurs du monstre parisien ? Avec de telles économies, il aurait été possible de subventionner les transports modernes entre Paris et les villes de la couronne afin d'abaisser les tarifs à un taux abordable.

LA MISE EN ROUTE DU SCHÉMA DIRECTEUR

Seulement voilà, soit par manque d'imagination des Pouvoirs publics, soit devant la pression d'intérêts privés attachés à la spéculation foncière, on a préféré renforcer la « Mégapolis » parisienne comme si on souhaitait justifier cet adage stupide que « tous les Français sont Parisiens ».

L'extension d'un urbanisme « en tâche d'huile » que redoutaient les auteurs du schéma directeur paraît inéluctable.

Le schéma directeur est conçu sous la forme d'une fusée, la tête à l'Ouest de Paris, les deux ailes à l'Est. Son projet est double :

1. Restructurer Paris à l'Est.
2. Aménager à partir des liaisons routières (et c'est effectivement une conception logique répondant à d'urgentes insuffisances dans les deux cas).

Qu'en est-il en pratique ?

La restructuration de Paris à l'Est se heurte à deux obstacles : la tendance so-disant « naturelle » à construire à l'Ouest (ainsi la concentration des bureaux à La Défense en attendant les logements et sans doute les industries) qui mènera Paris jusqu'au Havre avant l'an 2000 — et la

sourde hostilité des grands notables parisiens de la Seine-et-Marne qui disposent d'immenses propriétés à l'Est de la capitale où ils se soucient peu de voir apparaître une forte urbanisation (ainsi les villes nouvelles de la Vallée de la Marne, Melun-Sénart, sont-elles orientées sur un axe sud-est qui encombrera les liaisons vers Lyon et non orientées vers Troyes et Reims). A quoi tiennent les vastes projets en république ! On ne tolère ni urbanisme, ni agriculture dans les terrains de chasse des princes de l'Administration et de la Finance...

Il faut néanmoins noter un actif au bilan de la Région parisienne : des opérations comme le boulevard périphérique, le futur aéroport de Roissy-en-France, le R.E.R., le Marché d'intérêt national de Rungis, sont très importantes et méritoires. Mais il y a des ombres à cet aspect positif du tableau. Pourquoi n'a-t-on pas renforcé les liaisons avec Rungis et Roissy qui encombreront ici l'autoroute du Sud, là l'autoroute du Nord ? Pourquoi n'a-t-on pas entrepris la construction rapide de l'Ariso (la grande rocade autoroutière qui doit faire le tour de la banlieue parisienne) ? Pourquoi la Halle aux Vins de Bercy n'a-t-elle pas été libérée ? Pourquoi ne pas déplacer à la périphérie les gares Saint-Lazare, de l'Est, du Nord, de Lyon et Austerlitz et leurs centres de triage qui encombreront un espace considérable ? Pourquoi l'absurdité de Maine-Montparnasse ? Pourquoi un centre commercial aux Halles demain, plutôt qu'une extension du Quartier Latin à la Rive Droite et des espaces verts ? Pourquoi ces travaux au jour le jour dans Paris plutôt que des rénovations globales des quartiers périphériques et une restauration des quartiers historiques centraux ? Pourquoi l'aérotrain à Cergy-Pontoise plutôt qu'à Roissy ?

Manque de crédits dans certains cas, répondra-t-on. Soit. Mais combien de gaspillages et d'opérations détestables en regard (la non-utilisation du réseau ferré de la Petite Ceinture parisienne en parfait état de fonctionnement avant la destruction du viaduc du boulevard Exelmans, la dérisoire construction de campus-bouillons de culture pour apprentis maoïstes par exemple).

N'en est-on pas maintenant à envisager une ville nouvelle d'un million d'habitants en Picardie qui permettrait bientôt de n'avoir qu'une ville monstrueuse « mégapolis » de l'Europe allant de Rotterdam à Paris, en passant par Bruxelles et Lille, et suivant la mer jusqu'au Havre ?

Paris et le désert français, disait Jean-François Gravier il y a une vingtaine d'années : le mal s'est renforcé. L'optimisme du Préfet Jean Vaujour dans son livre « Le plus grand Paris » n'est pas de mise. Quelques hauts fonctionnaires — même les mieux intentionnés — ne peuvent aller durablement à l'encontre d'un système politique fondé sur la centralisation administrative et la concentration économique.

(A suivre.)

Henri VILLEMART.